

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE MONTBRISON (Loire)**

Le Maire certifie que :

- la convocation de tous les conseillers en exercice a été faite le 12 mai 2026, dans les formes et délais prescrits par la loi ;
- la présente délibération a été publiée, par extrait, le 21 mai 2026.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Présents : 32

Votants : 33

L'an **DEUX MIL VINGT-SIX**, le **lundi dix-huit mai à dix-neuf heures trente minutes**, le Conseil Municipal de la Commune de MONTBRISON, dûment convoqué, s'est réuni **salle de l'Orangerie à Montbrison**, en séance publique, sous la présidence de M. Christophe BAZILE, Maire.

Etaient présents : M. Christophe BAZILE, Maire, Président, M. Gérard VERNET, Mme Cindy GIARDINA, M. Guillaume LOMBARDIN, Mme Cécile MARRIETTE, M. Luc VERICEL, Mme Arlette SURGEY, M. Nicolas BONIN, Mme Anne GIROUDON, M. Patrice ROMEUF, Mme Annabel TURNEL, Mme Corinne JACQUEMONT, M. Philippe DUCHEZ, Mme Estelle ROUX, M. Martial CHAUMARAT, Mme Christiane BAYET, M. Mickael GAULT, Mme Catherine DOUBLET, Mme Jocelyne PALLE, M. Gilles TRANCHANT, Mme Valérie ARNAUD, M. Jordan LETELLIER, Mme Justine GERPHAGNON, Mme Isabelle DELGADO, M. Hugo FRERY, M. John COURTEMANCHE, Mme Mireille DE LA CELLERY, M. Victor BLANCHET, M. Jérôme PEYER, Mme Isabelle CHOULET-DÉMARIAUX, M. Gilbert DAVID, Mme Amélie DE ALMEIDA.

Absents : M. Boris ARDUY,

M. Boris ARDUY avait donné pouvoir à M. Gérard VERNET,

Le quorum est atteint.

Secrétaire : Mme Arlette SURGEY.

Rapporteur : M. Christophe BAZILE

Délibération n°2026/05/14 – Comité Enseignement – Composition et désignation des membres représentant le Conseil Municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-21 et L2143-2,

Vu la délibération n°2026/05/10 créant le Comité Enseignement,

Considérant qu'il convient de fixer la composition du Comité Enseignement et de désigner ses membres représentant le Conseil Municipal,

M. Christophe BAZILE propose que les 18 membres extérieurs du Comité Enseignement soient l'Inspecteur d'Académie, le Délégué Départemental de l'Education Nationale, les 5 directeurs des écoles primaires, maternelle et élémentaire publiques de Montbrison, la directrice des écoles primaires et maternelles privées de Montbrison, 5 parents d'élèves et 5 représentants des sous des écoles.

Il propose également que ses 8 membres représentant le Conseil Municipal soient les suivants :

Guillaume LOMBARDIN (Président)
Patrice ROMEUF
Martial CHAUMAUAT
Mickaël GAULT
Victor BLANCHET
Nicolas BONIN
Mireille DE LA CELLERY
Isabelle CHOULET-DÉMARIAUX

Conformément à ce que permet l'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, la désignation a eu lieu à main levée.

Le Conseil Municipal, après en avoir discuté et délibéré :

- à **l'unanimité**, décide que les 18 membres extérieurs du Comité Enseignement seront l'Inspecteur d'Académie, le Délégué Départemental de l'Éducation Nationale, les 5 directeurs des écoles primaires, maternelle et élémentaire publiques de Montbrison, la directrice des écoles primaires et maternelles privées de Montbrison, 5 parents d'élèves,
- à **l'unanimité**, désigne ses 8 membres, Guillaume LOMBARDIN (Président), Patrice ROMEUF, Martial CHAUMAUAT, Mickaël GAULT, Victor BLANCHET, Nicolas BONIN, Mireille DE LA CELLERY, Isabelle CHOULET-DÉMARIAUX pour le représenter.

A MONTBRISON, LE 19 MAI 2026.
CERTIFIÉ EXECUTOIRE

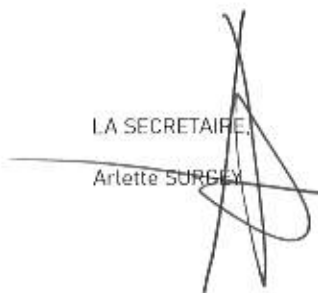
LE MAIRE,

Christophe BAZILE



LA SECRETAIRE,

Arlette SURGEY



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lyon (Palais des Juridictions administratives, 164, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03 ou www.telerecours.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la commune Montbrison, Direction Générale, CS 50179, 42 605 MONTBRISON CEDEX étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services ou représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.